République Française

Elections législatives - 21 mars 1993 - 2° circonscription de l'Aisne

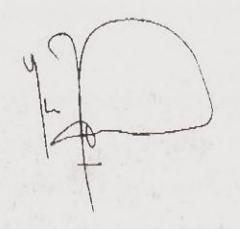


Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je suis **sûr** que l'on peut développer l'emploi à condition de mieux défendre les intérêts du Saint Quentinois. Ce que je vous demande, c'est d'avoir confiance en l'homme, sa capacité de gestion, son imagination, sa conviction.

Ce que je vous promets, c'est de rendre régulièrement compte de mon action.

Bien à vous.



Yves Journel

Chef d'entreprise

42 ans

Président de l'Union Nationale des Etablissements pour Personnes Agées.

Saint Quentinois

VU LE CANDIDAT

Voter aux législatives, c'est élire son député à l'Assemblée nationale. Ce député vote la loi et représente les intérêts de sa circonscription au sein de la Nation.

Si je suis élu, mon premier travail consistera à réunir les différents partenaires de la vie économique et sociale (représentants des salariés, des agriculteurs, des commerçants et des professions libérales, représentants de l'Union Patronale, représentants des associations sociales, culturelles, éducatives et sportives) afin d'établir un cahier des charges.

Ce travail prendra deux mois.

Le cahier des charges sera le point de départ de la définition des axes prioritaires de notre développement et de nos actions.

Le premier objectif, c'est clair, c'est l'emploi. Je ne crois pas qu'une action "tous azimuts" permette d'améliorer les choses. Il ne s'agit pas de transformer les champs en zones industrielles sans industries, il ne s'agit pas de tout vouloir pour ne rien avoir, de tout promettre pour ne rien donner.

Définir des axes prioritaires, c'est **faire des choix.** Il s'agit, **autour de pôles d'avenir et d'excellence** sur lesquels nous nous serons mis d'accord -par exemple l'agro-alimentaire, la bio-énergie ou le transport commercial- de promouvoir des formations, de créer des instituts d'études et de recherches, de susciter des manifestations publiques régionales et nationales.

Si nous arrivons ainsi à nous donner des compétences particulières et reconnues, cela **nous permettra d'attirer de nouvelles entreprises** qui trouveront chez nous un bassin d'emploi spécialisé utilisant au mieux un réseau de communication qui nous place au cœur de l'Europe.

A l'Assemblée nationale, il nous faudra travailler fort et dur pour la décentralisation et l'aménagement du territoire ; il nous faudra travailler pour le transfert des charges sociales afin de briser le cercle vicieux qui dégrade l'emploi en faisant trop lourdement reposer la solidarité sur le travail salarié dans l'entreprise.

Les socialistes, ici plus encore qu'ailleurs, ont démontré leur échec.

L'alternative, c'est peut-être l'opposition nationale. C'est aussi, tout simplement, choisir des hommes indépendants, volontaires et responsables qui travailleront avec leurs concitoyens pour un meilleur avenir de la France.